



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Crise agricole

Question au Gouvernement n° 94

#### Texte de la question

#### CRISE AGRICOLE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Christophe Marion.

**M. Christophe Marion** . Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'agriculture. Depuis quelques jours, les actions des agriculteurs reprennent en Loir-et-Cher comme partout en France : panneaux communaux déplacés ; radars recouverts ; banderoles sur les grilles des sous-préfectures placées ce week-end à l'initiative de la coordination rurale... Hier, la FNSEA et les Jeunes agriculteurs ont annoncé une reprise des manifestations le 15 novembre. Il faut dire que la situation est catastrophique ; nous le savons tous depuis déjà plusieurs mois, qu'il s'agisse du tournesol, du sarrasin, du maïs ou du Sorgo...

La récolte n'est toujours pas terminée dans le Vendômois. Pire, et c'est du jamais-vu de mémoire paysanne, les emblavements sont impossibles ! C'est la récolte 2025 qui est désormais menacée ! Si la colère est grande, le désespoir conduit parfois à l'irréparable ; nous sommes tous, dans nos circonscriptions, touchés par des drames humains que nous n'avons pas su éviter.

Face à cette situation, des réponses fortes sont attendues car nos agriculteurs perdent confiance dans la parole publique, quel que soit le groupe qui la porte. Au fond, c'est cela le plus grave. Ils attendent des réponses immédiates, notamment pour soutenir les trésoreries : décalage des intérêts d'emprunts ; annulation des cotisations à la MSA ; mise en pause des contrôles. Plus globalement, ils attendent de savoir comment vous pensez les accompagner face au dérèglement climatique. Ainsi, mobiliserez-vous, en complément du système assurantiel et afin d'encaisser les variations de revenu, la déduction pour épargne de précaution ?

Au-delà de l'urgence, des questions restent entières. Je pense à la lutte contre la concurrence déloyale, avec la mise en place et le respect des clauses miroirs ; sur ce point, ne faiblissons pas sur les négociations avec le Mercosur ! Je pense aussi à la garantie d'un revenu décent pour les producteurs. Si personne n'attend de solution miracle sur ces deux points, nos agriculteurs, au-delà des déclarations d'amour, ont besoin d'une vision et d'actes.

Comment, madame la ministre, pouvez-vous les rassurer – avant l'explosion qui arrive ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

**Mme Annie Genevard**, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt . Les agriculteurs souffrent. Nous entendons leur colère, leurs doutes, leurs inquiétudes. La situation est, vous l'avez dit,

catastrophique : les récoltes sont mauvaises, ici il y a trop d'eau et là pas assez, les rendements sont faibles, les maladies sanitaires déciment nos cheptels. La situation est extrêmement difficile.

**Une députée du groupe RN** . Ça fait longtemps qu'on entend ça ! Il faut des sous !

**M. René Pilato**. Et le plan Vert ?

**Mme Annie Genevard, ministre** . Vous avez évoqué le geste ultime auquel certains recourent. Croyez bien que cela nous touche au plus profond de nous-mêmes. (*Exclamations* sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP et GDR.) Je voudrais saluer l'action conduite par le délégué interministériel Olivier Damaisin, qui fait un travail extraordinaire (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR et Dem) au service des agriculteurs pour déjouer les accidents de la vie, pour lutter contre la tentation qui est parfois la leur de céder à la dépression, ou pire encore.

Cela dit, il faut des réponses concrètes et urgentes (*Mouvements divers*) car il faut rétablir la confiance des agriculteurs en la parole de l'État. La première réponse est d'ordre budgétaire. (« Ah ! » sur les bancs des groupes LFI-NFP et SOC.)

**M. Pierre Cordier** . C'est vrai qu'il y a eu des promesses mal tenues !

**Mme Annie Genevard, ministre** . Tous les engagements pris auprès des agriculteurs l'an dernier sont tenus dans le PLF 2025. (*Applaudissements* sur de nombreux bancs des groupes EPR et DR. – M. Frédéric Petit applaudit également.)

**M. Sébastien Delogu**. Ce n'est pas vrai !

**Mme Annie Genevard, ministre** . Dans le contexte très difficile que nous connaissons, le budget de l'agriculture répond aux attentes, aux questions et aux engagements de l'État, quoi que vous en disiez, quoi que vous en pensiez. (*Mêmes mouvements.*) Au-delà, il faut des réponses complémentaires pour soutenir les trésoreries et des réponses structurelles. Je pense au plan viticole, destiné à répondre à la surproduction, et au plan Méditerranée, que j'ai lancé la semaine dernière à Avignon.

**Mme la présidente** . Je vous remercie, madame la ministre.

**Mme Annie Genevard, ministre** . Ce sont des réponses extrêmement importantes. Il y en aura d'autres... (*Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice, dont le temps de parole est écoulé.* – Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes EPR et DR.)

## Données clés

**Auteur** : [M. Christophe Marion](#)

**Circonscription** : Loir-et-Cher (3<sup>e</sup> circonscription) - Ensemble pour la République

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 94

**Rubrique** : Agriculture

**Ministère interrogé** : Agriculture, souveraineté alimentaire et forêt

**Ministère attributaire** : Agriculture, souveraineté alimentaire et forêt

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 24 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 octobre 2024